ASOSYE

Projet d'Appui a la Société Civile Haitienne
Ayisyen la Jaret

Pwoje pou Bay Sosyete Sivil

Debats de la Societe Civile sur la Decentralisation et la Participation au Cap-Haitien

Du 14 au 16 Janvier dernier une rencontre de trois jours fut organisee au **Cap-Haitien** autour du theme Decentralisation et Participation reunissant environ 140 organisations de la societe civile de la region. Etaiient representees a cette occasion des associations de jeunes d'etudiants de femmes de paysans du secteur prive ainsi que des differents organes des Collectivites Territoriales (ASECs CASECs Mairies Assemblées Municipales Assemblees et Conseils Departementaux) et du gouvernement central (representants de divers ministeres du pouvoir judiciaire et de la PNH). L'ensemble des participants ont ainsi eu l'occasion de debattre a coeur ouvert de cette problematique et d'émettre un ensemble de recommandations a ce sujet aux pouvoirs publics.

Ces "**Debats de la Societe Civile sur la Decentralisation et la Participation**" s'inscrivent dans le cadre des activites du **Projet d'Appui a la Societe Civile (ASOSYE)** un des volets du **Projet bilatéral de Renforcement de la Democratie** conclu entre les Gouvernements Haitien et Américain et finance par la **USAID**. L'objectif des Debats sur la Decentralisation et la Participation est d arriver a stimuler une reflexion collective et nationale sur la nouvelle structure decentralisee de l Etat Haitien, telle que prévue par la Constitution de 1987 et la legislation y relative et d identifier des pistes communes pour une action concertee et durable par tous les acteurs sociaux concernes. ASOSYE prévoit poursuivre ces debats sur la décentralisation tout au début de l'année 1998 puis de renouveler l'expérience autour d'autres thèmes d'importance nationale afin de faciliter le processus de dialogue entre l'ensemble des secteurs de la societe civile et le gouvernement.

Ce troisieme Debat de la Societe Civile s'est revele être un grands succès, tant du point de vue du grand nombre d organisations locales et régionales representees que par la participation dynamique et la qualité des débats offerts par les participants. De l'avis general cet evenement repondait a une demande reelle de dialogue et de participation des organisations de la Societe Civile de la region ainsi qu'aux exigences exprimées a travers le Préambule de la Constitution de 1987. ASOSYE prend ainsi plaisir a porter a l'attention du grand public les resolutions suivantes issues des Debats de la Société Civile de la région du Nord et du Nord-Est.

DEBAT SUR LA DECENTRALISATION ET PARTICIPATION - CAP HAITIEN

ATELIER No 1 - Theme Decentralisation et Developpement

Cinq grands sous-themes ont ete debattus par les participants

- 1 - La protection de l'environnement
- 2- La decentralisation et l'autonomie
 - 2 1 la decentralisation et la production nationale
 - 2 2 la decentralisation et les ressources locales
 - 2 3 La gestion des ressources et la croissance de l'economie locales
- 3- La Relation entre la societe civile et l'administration locale dans le cadre de la structure
 - de la planification du developpement local
 - 3 1 L'aide internationale a Haiti et l'importance d'un modele decentralise de l'aide internationale
- 4-Le rôle du gouvernement central par rapport au defi du developpement et de la

problematique des services publics a la population
5- Le suivi des debats

1 - La protection de l'environnement

Selon les participants il n'est pas possible d'assurer la protection nationale de l'environnement avant la decentralisation et le developpement Les participants ont souligne qu'il etait important de retenir la grande experience des paysans et de compter sur leur participation afin de trouver des solutions a ce probleme Par consequent, avec un effort soutenu en matiere d'information et de formation, les paysans n'auraient plus a planter n'importe quelles especes d'arbres, mais de preference mettront en terre des manguiers, des orangers, des citronniers et d'autres especes utiles qu'ils n'auront plus interet a abattre dans le futur

Les participants ont donc conclu que la protection de l'environnement n'etait pas seulement la responsabilite de l'Etat mais egalement du ressort de tous les citoyens Par consequent, le Ministere de l'Agriculture doit jouer son role dans la mise en place de pepinieres, dans la distribution de plantules et la participation en generale de la societe civile et des citoyens en vue de la reforestation nationale Le Ministere doit alors engager des agents agricoles afin de controler, de prodiguer les soins et d'assurer la protection des jeunes arbres

Un autre groupe de participants a fait remarquer que les problemes de l'environnement n'etaient pas tout simplement un probleme de reforestation il y a egalement le nettoyage et l'entretien du systeme des egouts, la population qui doit cesser de jeter des immondices dans les rues, l'Etat qui doit egalement empcher les autres nations de decharger leurs produits toxiques pres de nos cotes Enfin, tout ce qui est nuisible a la sante de la population doit etre controler et reglementer

2 - la Decentralisation et l'autonomie

Les participants ont soutenu que la decentralisation est importante, mais qu'elle doit etre realisee en relation avec l'autonomie croissante des collectivites territoriales Ils ont fait remarquer que le Gouvernement Central doit faire quelque chose en vue de resoudre les differents problemes lies a la delimitation de juridiction des gouvernements locaux

Les participants ont egalement fait ressortir que le Parlement devrait travailler etroitement avec les ASECS, les CASECS, les Assemblees Municipales, les Conseils Municipaux, avec la participation de la societe civile en vue d'elaborer et de ratifier les differentes lois qui vont determiner les aspects importants de l'autonomie a tous les niveaux des Collectivites Territoriales

L'Atelier a adopte les resolutions additionnelles suivantes

Les autorités doivent prendre contact avec les représentants de la société civile en vue de déterminer les meilleurs moyens d'utiliser les ressources locales

Les taxes perçues localement doivent être mises à la disposition des Collectivités Territoriales afin de permettre aux gouvernements locaux d'exécuter les projets de développement avec l'apport complémentaire du gouvernement central si nécessaire

La Cour Supérieure des Comptes qui a pour rôle de contrôler les recettes et les dépenses de l'Etat devrait être présente au niveau des Collectivités Territoriales afin de s'assurer de la bonne marche de l'exécution des projets

A l'intérieur de la structure des Collectivités Territoriales, le gouvernement central devrait avoir un "Gouverneur" élu pour chaque département, lequel travaillerait en étroite collaboration avec la société civile locale

Le Gouvernement Central devrait apporter un support financier au développement de coopératives au sein des Collectivités Territoriales, et également développer les infrastructures locales en vue de promouvoir les investissements du secteur privé et de mettre sur pieds des écoles vocationnelles compétentes capables de former des techniciens qui seraient disponibles à travers tout le pays

Les CASECS doivent entreprendre un recensement démographique chaque année dans leur section en vue du dénombrement de la population et en vue d'identifier les priorités locales

Les élus locaux devraient continuer à travailler de concert avec la société civile après les élections

2.1 La Décentralisation et les ressources locales

Les participants ont continué la discussion et ont fait remarquer que le Département du Nord était la Capitale Touristique qui contribuait le plus à augmenter les recettes de l'Etat. De plus la production agricole est vraiment importante particulièrement avec le café, le cacao, les oranges, les mangues et toutes sortes de denrées agricoles, cependant, la majeure partie de cette production est perdue faute de voies de pénétration. En ce qui a trait à la production caféière, les participants ont fait remarquer que cette denrée pourrait être une source de devises étrangères, mais que les spéculateurs achetaient pour presque rien la récolte du paysan, faute d'encadrement technique

D'autres ressources comme le gravier local et les carrières de sable furent vivement discutées, l'aéroport de Petite-Anse au Cap Haïtien rapporte beaucoup par les taxes, il existe beaucoup de gisements d'or, d'argent, de cuivre et de bauxite qui n'ont pas été encore exploités. Il existe une production de miel sous forme de sirop, une boisson alcoolisée fabriquée à partir d'herbes et

d'écorses locales

Les participants demandent au gouvernement central de mettre sur pieds un réseau de Banque de Crédit Agricole à travers les Collectivités Territoriales en vue d'encourager les paysans à augmenter leur production agricole dans le Département du Nord

2 2 La Décentralisation et la production nationale

Les paysans ont affirmé que la décentralisation permettrait d'accroître la production nationale, mais que la réforme agraire doit être réalisée de façon adéquate en vue d'appuyer et de faciliter la production nationale agricole. Ils ont fait remarquer que le Gouvernement Central devait prendre les mesures nécessaires afin de permettre aux agronomes de fournir l'assistance technique aux paysans travaillant dans l'arrière pays et en vue d'encourager la production nationale. Les agents d'extension agricoles devraient être formés dans les sections communales afin de fournir l'assistance technique aux paysans. Le gouvernement devrait également bloquer la contrebande qui décourage la production nationale.

Les participants pensent que la population haïtienne doit apprendre à apprécier les produits locaux au fur et mesure que les artisans et les paysans augmentent la production dans le but d'attirer les hommes d'affaires.

Les participants espèrent que la production nationale va renaître à partir des sections communales qui sont à la base de notre richesse nationale.

2 3 La gestion des ressources et l'accroissement de l'économie locale

Les participants ont fait remarquer qu'ils étaient très inquiets du fait qu'une certaine société soit arrivée un jour en Haïti, et ait entrepris des opérations exploratoires dans la zone du Trou du Nord en vue de l'exploitation des ressources minières de la région sans que le CASEC et la société civile aient été contactés.

Il est vital que tous les jeunes dans toutes les Collectivités Territoriales aient la possibilité de trouver un emploi rémunéré dans leur région afin de collaborer avec les autorités locales à l'exploitation des ressources locales et de limiter l'exode rural.

3 - Les relations entre la société civile et l'administration locale à l'intérieure de la structure de développement local

Selon un grand nombre de participants, les gouvernements locaux et les membres de la société civile ne s'entendent guère. Il n'existe, d'après eux, aucune forme de collaboration, dans le contexte d'une décentralisation véritable, les officiels des gouvernements locaux devraient trouver une formule de travail avec les organisations de la société civile afin d'une meilleure identification des problèmes qui affectent les communautés. Même les budgets des

gouvernements locaux devraient être ainsi préparés

Les participants ont déclaré publiquement que les Municipalités, les CASECS devraient s'asseoir et travailler avec les organisations de la société civile locale en vue d'exécuter des projets de développement dans le cadre des Collectivités Territoriales. Ainsi les participants pensent qu'on arriverait à développer et à mettre en place les structures adéquates de gouvernance et à une plus grande autonomie

3.1 L'aide internationale à Haïti et l'importance d'un modèle décentralisé de coopération internationale

Les participants ont exprimé leur désir d'utiliser ce forum pour désapprouver la manière dont les institutions internationales prêtent de l'argent à Haïti en faisant ressortir que ceci constituait une menace grave pour le pays à ce moment précis parce que ces fonds ne servaient pas à résoudre les problèmes réels du pays. Ils ont affirmé que les représentants de ces institutions devraient s'asseoir avec les autorités locales et la société civile en vue de déterminer les secteurs nécessitant de l'aide ou un appui. En d'autres termes ils rejettent de manière catégorique que le gouvernement central puisse prendre seul des décisions pour eux en acceptant tout de même que le gouvernement central ait son mot à dire dans toutes les activités liées à l'aide internationale.

Les participants ont demandé aux parlementaires d'adopter une loi qui redéfinirait la coopération internationale avec Haïti.

Les participants ont également fait remarquer que l'aide internationale à Haïti ne durerait pas éternellement. Par conséquent, il serait préférable et plus bénéfique pour la communauté internationale et les nations amies de nous aider à mieux exploiter nos propres ressources.

Chaque année les PVOs devraient informer la société civile sur les différents programmes existant en Haïti en vue de permettre aux organisations communautaires de mieux comprendre dans quels secteurs ils peuvent intervenir et prendre en considération les projets de développement soumis par les organisations de base (locales).

4 Rôle du gouvernement central en ce qui a trait aux défis du développement et de la problématique des services à la population

Le gouvernement central devrait assurer la mise en œuvre d'infrastructures adéquates à l'intérieur des Collectivités Territoriales en vue d'appuyer le processus de décentralisation. Les nominations au niveau de l'administration publique devraient se faire de manière non partisane. Le gouvernement central devrait assurer la présence d'écoles vocationnelles et de facultés au sein des Collectivités Territoriales afin de garantir une formation et une disponibilité de techniciens capables de servir la population en générale. Ainsi, les participants ont exprimé leur espoir que les

services publics pourront éventuellement jouer leur rôle dans le contexte de la décentralisation. A titre d'exemple, ils ont mentionné le problème des enfants des rues dont le nombre augmente à travers le pays.

5 Le suivi des débats

Les participants espèrent

- que ces débats pourront continuer dans le futur,
- que les résolutions adoptées n'iront pas ramasser la poussière sur les étagères
- que les connaissances acquises pendant les trois jours de cet atelier seront partagées par les participants avec les organisations de base de leur région respective
- que ASOSYE fournira du matériel d'information additionnel en appui à ce travail
- que ASOSYE sera décentralisée en ouvrant des bureaux dans chaque département

ATELIER No 2 Theme La Décentralisation et la Société Civile

Cinq sous-thèmes majeurs ont été identifiés pour discussion

Comment la société civile peut influencer le gouvernement central

1 1 Le gouvernement central et la société civile dans le contexte de la décentralisation

1 2 Les relations entre les gouvernements locaux et la société civile dans le contexte de la décentralisation

1 3 Les opinions de la société civile sur les différences majeures qui existent dans le projet de loi sur les Collectivités Territoriales, tel que ce projet a été préparé par le Parlement, et sur la proposition de l'Association Nationale des Maires

2 - Le rôle des organisations de femmes dans le processus de décentralisation

2 1 Les voies et moyens par lesquels la société civile pourrait obtenir des informations crédibles et précises en matière de décentralisation

2 2 L'importance des organisations civiles dans le contexte de la décentralisation

3 - Le suivi des débats et les propositions soumises au projet ASOSYE

1.- Comment la société civile peut influencer le gouvernement central ?

Après une longue discussion sur la définition de la Société Civile, l'attention des participants se reporta sur le thème. Un groupe de participants affirma que la société civile sera en mesure d'influencer le gouvernement central lorsque toutes les organisations et associations, sans exception, qu'elles soient de circonscriptions ou de porteurs, pourront s'unir et alors toutes les organisations qui représentent le peuple parleront d'une seule et même voix parce qu'elles

confrontent toutes les mêmes problèmes

Ils ont également affirmé que quand il y aura un bon processus de développement qui partira de la base dans les localités pour aboutir au sommet, quand une bonne structure existera dans les organisations de base elles-mêmes, quand la société civile exercera une pression sur le gouvernement central en commençant par les gouvernements locaux jusqu'au gouvernement central, alors la société civile pourra forcer le gouvernement à "faire le ménage et à sortir des tiroirs les demandes oubliées de la population"

Un autre groupe de participants affirma que quand la société civile sera capable de participer à des élections bien organisées, de préparer ses propres programmes et présenter ses propres candidats, alors elle sera capable d'institutionnaliser des collectivités territoriales adéquates et efficaces capables de réaliser la décentralisation sans oublier pour autant que les armes de base de la société civile demeurent la mobilisation, les démonstrations et les grèves si c'est nécessaire

1.1 Les relations entre le gouvernement central et la société civile dans le contexte de la décentralisation

À ce sujet les participants se sont mis d'accord que la décentralisation est un processus qui peut faciliter la préparation d'un contrat social entre la société civile et le gouvernement central. Par exemple quand le gouvernement crée les conditions qui peuvent aider la population à ne pas émigrer dans d'autres pays ou ils subissent toutes sortes d'humiliations, comme par exemple couper la canne à sucre en République Dominicaine

Les rapports entre la société civile et le gouvernement central seront plus étroits quand le gouvernement central aidera la population par tous les moyens à résoudre les problèmes de l'inflation, de l'impunité et de l'insécurité. Le gouvernement peut vraiment commencer à collaborer avec la société civile en mettant en place les processus de développement et de décentralisation et en adoptant les décisions émergeant de la base et en assurant leur application effective en faveur des communautés locales et du pays tout entier

Un autre groupe affirma que la relation doit être comme celle existant entre deux adultes. Dans ce sens les ressources de chaque zone doivent être mises au service de la population locale. C'est la population de la zone qui doit déterminer le nombre d'écoles, le nombre de professeurs dont ils ont besoin. Ceci ne devait pas être l'affaire du gouvernement central qui décide de ce qu'il veut donner à chaque zone. Mais ces décisions devraient émaner et être faites sur la base de choix locaux déterminés par les besoins locaux

Ce même groupe reitera sa demande à savoir que le gouvernement fasse le ménage et présente les demandes de la population. Le groupe a soutenu que selon la constitution, un délai de six mois avait été accordé au premier gouvernement élu constitutionnellement pour assainir l'administration publique et ceci n'a pas été fait. Sans cela il sera impossible de développer une relation de confiance entre le gouvernement et la société civile. Un autre groupe ajouta que les

relations entre la société civile, les collectivités territoriales et le gouvernement central doivent être des relations semblables à celles existant entre un père et ses enfants. La société civile est le père et doit garder un œil sur les programmes annuels du gouvernement, exiger que ces programmes soient publiés dans les journaux et à la radio et à la télévision.

Le gouvernement est un enfant qui doit obéir aux directives de son père parce que c'est à partir de la plus petite localité que les programmes doivent être élaborés jusqu'aux Conseils Interdépartementaux mandatés constitutionnellement pour participer à toutes les réunions de Cabinet.

En clôturant cette discussion, les participants à cet atelier se sont mis d'accord, une relation de confiance mutuelle totale doit être établie entre le gouvernement central et la société civile en vue de sortir le pays de sa situation actuelle et commencer à penser au bien-être national et non au bien-être individuel.

1.2 Relation entre la société civile et les gouvernements locaux dans le processus de décentralisation

Les participants ont affirmé qu'actuellement les relations étaient pareilles à celle existant entre un chien et un chat ou l'un essaie de dévorer l'autre. Ceci doit changer pour que les fonctionnaires élus localement soient sous contrôle de la société civile et comprennent les problèmes qui affectent la population. Mais d'abord des relations harmonieuses doivent exister entre les fonctionnaires élus eux-mêmes. Alors seulement la société civile pourra leur accorder sa confiance. Pour que ceci puisse avoir lieu une formation doit être donnée aux fonctionnaires élus en vue de leur permettre de comprendre qu'ils sont redevables à la société civile qui peut leur demander de rendre des comptes sur le travail qui leur a été confié.

Un groupe de participants ajouta que les deux parties devaient collaborer dans l'intérêt de la population toute entière. À ce propos les fonctionnaires devraient prendre contact régulièrement avec les membres de la société civile qui demeurent leurs conseillers véritables et déterminent de manière conjointe ce qui doit être fait pour aider la région à se développer.

Un autre groupe continua la discussion et la termina en affirmant que les relations entre les différentes institutions et les fonctionnaires élus localement et la société civile doivent être renforcées et devenir plus dynamiques quand on considère que les fonctionnaires sont les représentants de la société civile qu'ils doivent assurer un plus grand développement de la zone qu'ils représentent. Ces participants ont conclu que ces relations pourront éclore seulement quand des lois adéquates seront adoptées qui définissent clairement les fonctions, les rôles, les responsabilités de toutes les institutions des administrations locales et qui délimitent clairement leurs pouvoirs.

2. Les opinions de la société civile sur les différences majeures qui existent dans la proposition de loi sur les Collectivités Territoriales préparée au Parlement et sur la proposition soumise par l'Association Nationale des Maires

Les participants ont commence par souligner qu'ici ils faisaient reference a la structure generale du projet de loi sur les Collectivites Territoriales actuellement en discussion au Parlement . Ils ont dit qu'a leurs yeux une telle proposition de legislation ne devait même pas exister puisqu'ils n'en n'avaient jamais entendu parler auparavant . Cependant ils apprecient l'opportunitè qu'ils ont de donner leur opinion sur la façon dont ces choses devaient être approchees

Un premier groupe de participants fit remarquer que les Maires n'auraient pas dû prendre position avant d'avoir consulter leur base d'autant plus qu'ils n'ont aucune autorite legale pour proposer une legislation . L'Association des Maires devraient organiser une serie de reunion debats dans toutes les regions du pays en vue d'informer la population de leur proposition . A ce point de vue la societe civile pourrait decider si leur position est dans l'interêt de la population en generale ou seulement dans leurs propres intetêts

Un autre groupe fit remarquer qu'il serait mieux pour tous les secteurs de la societe civile de collaborer avec le Parlement en vue d'etudier et d'analyser les deux propositions actuellement en discussion et de developper de maniere concensuelle une loi qui serait a l'avantage de la population et en faveur de la decentralisation et qui assurerait des bases solides aux Collectivites Territoriales

A ce sujet tous les participants se sont mis d'accord que toutes les organisations de la societe civile doivent prendre leur responsabilites de maniere a ce que les elites et les tenants du pouvoirs ne soient pas les seuls a decider pour le pays . Ils ont par consequent demander que ASOSYE distribue des copies de cette proposition de lois

3- Le rôle des organisations de femmes dans le processus de decentralisation

Les participants se sont mis d'accord que les organisations de femmes devraient concentrer leurs efforts sur leurs propres bases de maniere a devenir une force qui serait mieux capable de lutter en faveur de leurs propres revendications . Les femmes doivent participer a toutes les activites . Elles doivent participer a la vie politique a tous les niveaux, presenter des candidats aux differents postes electifs, de maniere a participer aux affaires publiques du pays et a obtenir que leurs points de vue soient pris en compte dans toutes les grandes decisions

Les participants specifierent que les organisations de femmes doivent s'unir et collaborer en vue de mobiliser , d'informer et de former les femmes . Ils insisterent pour que les hommes leurs donnent leur appui dans la lutte pour la liberte de la femme dans leur propre interêt . Les hommes doivent encourager les femmes a participer activement aux organisations locales de femmes luttant contre la pauvreté et la croissance demographique

Un groupe allant plus loin insiste pour que les organisations des femmes soient repensees par rapport a leur rôle domestique et a leur niveau educationnel . Ils ont fait ressortir qu'il etait necessaire d'arrêter d'enseigner aux jeunes filles que les femmes sont inferieures aux hommes mais bien que les deux sexes sont egaux et particulierement devant la loi . Les femmes ont ouvert le chemin de la démocratie en general avec Mme Herta Pascal Trouillot qui a occupé le poste de

President Les femmes jouent un rôle de catalyseur social, et jouent plusieurs grands rôles dans la société un rôle domestique, conjugal, de parent, et un rôle professionnel etc Les femmes réclament la place qui leur revient dans la société haïtienne quand elles demandent aux hommes d'arrêter de les ignorer, de les insulter, de les prendre en otage, et de les obliger à faire ce qui n'est pas correcte

A ce point de vue elles seront capables de choisir pour elles-mêmes à quelles associations, quels partis politiques s'affilier Les femmes participant à l'atelier ont demandé aux autres femmes en général de s'unir dans la lutte avec le peuple haïtien, de regrouper leur propre force, et de ne pas attendre qu'un secteur leur demande leur aide, de défendre leur desiderata sur la route du développement national Elles devront apprendre à mieux aimer et à donner à leurs enfants une autre forme d'éducation

D'autres ont fait remarquer que tout ceci devait être fait conformément à la Bible qui définit le rôle de la femme dans la société A ce point de vue un débat avait été lancé, mais les participants n'ont pas pu se mettre d'accord sur le sujet

4 Les manières dont la société civile pourrait avoir accès à une information crédible et précise en matière de décentralisation

Un groupe de participants fit observer que le meilleur moyen de divulguer l'information sur la question de la décentralisation serait d'organiser une campagne d'information à travers tout le pays Des programmes d'éducation civique seraient diffusés dans les journaux, à la radio, dans les écoles et dans les églises Dans les lieux de réunions ils pourraient partager avec les autres, et entre les organisations leurs connaissances, leurs expériences sur la matière A ce sujet la presse en général devrait participer activement à la formation de la population et des fonctionnaires élus

Un autre groupe a plaidé en faveur de l'organisation de débats publics à travers le pays entre les leaders locaux, entre les CASECS, entre les Maires, les Assemblées Municipales et les Conseils Municipaux, entre groupes de citoyens, de représentants de la société civile Les participants demandent également que des centres d'alphabetisation soient ouverts à travers tout le pays et que des programmes de formation civique soient appliqués dans les écoles

4.1 L'importance de l'éducation civique dans le contexte de la décentralisation

Les participants à l'Atelier sont tous d'accord qu'il s'agit ici du meilleur moyen de permettre à la société civile de devenir plus dynamique, mieux informée, d'avoir plus de connaissances et d'être mieux préparée à s'embarquer dans le processus de décentralisation Ils se sont mis d'accord que ceci permettrait à la population de mieux comprendre beaucoup de questions, à devenir plus tolérants, plus sociables, aux citoyens à mieux comprendre leurs droits et leurs devoirs, et aux paysans à s'exprimer sur les problèmes nationaux L'éducation civique est la

pièce angulaire de la décentralisation. Sans elle, rien de valable ne peut advenir parce que la population n'est pas en mesure de participer efficacement dans le processus de décentralisation et ne peut non plus aider à la préparation d'un bon programme de développement national. Sans l'éducation civique, la population pourrait ne pas faire la différence entre la déconcentration et la décentralisation. Pour tous les Haïtiens, l'éducation civique est d'une grande nécessité pour qu'ils ne soient pas dupes, et qu'ils ne prennent des bananes pour des oranges.

5 Suivi des débats et des propositions pour le projet ASOSYE

- Les participants demandent que les résolutions adoptées soient mises en œuvre par les autorités nationales
- Que ces débats sur la décentralisation continuent à travers le pays et doivent inclure tous les sujets susceptibles de concerner les citoyens et les organisations de chaque région
- Les participants ont manifesté leur intérêt à garder un contact étroit entre leurs organisations respectives et à partager leurs expériences et leurs connaissances acquises au cours de ces débats avec le reste de la population. Ils espèrent établir un réseau de communication entre eux pour continuer les échanges d'idées
- Ils ont fait remarquer qu'il existait un besoin réel de ressources logistiques et financières en vue de la vulgarisation des leçons apprises au cours de ces débats avec les membres de leurs organisations respectives et demandent un appui pour ce faire
- Les participants demandent au projet ASOSYE que des copies officielles de ces résolutions soient transmises aux participants
- Le projet ASOSYE doit fournir une assistance technique et financière à toutes les organisations de base

ATELIER No 3 Thème Décentralisation et Sécurité

Les participants ont débattu les sous-thèmes suivants

- 1 La dynamique que la société civile doit mettre en place pour combattre l'insécurité
- 2 Le rôle et les relations devant exister entre le Pouvoir Judiciaire et les Collectivités Territoriales
- 2 1 L'absence de la Police Communale
- 3 La responsabilité des Collectivités Territoriales en regard des violations des droits humains commises par la Police
- 3 1 Les responsabilités du gouvernement central et de la communauté internationale en vue de résoudre le problème de l'insécurité
- 4 Le problème de l'insécurité pour les élus locaux
- 5 Le suivi des débats

1 La dynamique que la société civile doit mettre en place pour sécuriser la population

Ce sujet a été débattu de manière intensive. Les participants ont conclu que souvent la société civile est victime parce qu'elle ne sait pas comment se défendre. Il y a des moments, quand la situation dépasse les limites, où la société civile doit prendre les choses en main. Ce n'est pas une situation normale et une solution à ce problème doit être trouvée. L'atelier propose que l'éducation civique de la population soit faite et que les citoyens deviennent conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités. Quand les citoyens commencent à connaître leurs devoirs et leurs responsabilités, ils créeront l'unité entre eux. Ils pourront s'organiser. C'est une manière de faire face à l'insécurité et de la combattre en devenant unis et forts. Quand la population connaîtra ses droits et ses responsabilités, elle comprendra qu'elle ne doit pas se faire justice elle-même, elle pourra se référer au système judiciaire qui est là pour rendre justice.

2 Le rôle et la relation qui doivent exister entre Pouvoir Judiciaire et Collectivités Territoriales

Les participants ont souligné l'incompétence de certains juges et de corruption de beaucoup d'entre eux qui "vendent la justice". La société civile connaît les raisons pour lesquelles les juges sont si corrompus. Comme solution, l'Atelier propose ce qui suit :

- Le système judiciaire doit recruter des juges sérieux et compétents qui ne vendront pas la justice. Pour ce faire un programme de formation doit être mis en place pour les juges parce que la justice est trop politisée et par conséquent, les juges ne peuvent pas rendre justice comme la loi l'exige.
- Pour que la justice devienne vraiment effective, les Collectivités Territoriales doivent connaître leurs droits et leurs responsabilités à travers un programme de formation. Elles doivent avoir beaucoup d'information sur le système judiciaire, de façon à ce qu'elles puissent savoir à quelles institutions s'adresser quand justice n'est pas rendue.
- Le Pouvoir Central doit établir dans chaque département une structure de supervision pour contrebalancer les sentences prononcées par les tribunaux. Ces structures seraient une autre institution à laquelle les Collectivités Territoriales pourraient se référer en cas d'abus.

2.1 Le rôle de la Police Communale

Les participants ont affirmé qu'ils signalaient ces différents cas parce que dans les sections communales la police communale est absente. Le gouvernement central doit immédiatement créer une Police Communale. Pour cela il faut que des critères soient déterminés pour empêcher que des voleurs, des "zenglendor" ou des personnes immorales ne puissent devenir membres de cette police. Ce n'est pas seulement un problème de recrutement, c'est une question de formation. Les recrues doivent comprendre la réalité des sections communales, bien les connaître.

pour fournir les services adéquats et comprendre leurs problèmes

3 La responsabilité des Collectivités Territoriales en matière de violation de droits humains par la police

- a) Il y a eu des actes horribles commis dans le passé. La police doit démontrer qu'elle est bien formée. Elle doit respecter la loi dans ses rapports avec la société civile.
- b) Les pratiques abusives, gardant en détention pendant plus de 48 heures des individus arrêtés avant de les déférer par devant leur juge, doit cesser une fois pour toute dans les sections communales.
- c) La société civile doit être formée de manière à ce qu'elle connaisse ses droits, ses responsabilités et ses limites, pour qu'elle cesse d'être arrogante face à la police et cesse toute confrontation avec elle.
- d) Quand la société civile est victime d'abus, elle doit être capable de trouver recours dans une institution qui rend justice. Dans ce sens, la société civile se doit de poser les questions suivantes.

3.1 Que peuvent la Communauté Internationale et le Gouvernement pour résoudre le problème de l'insécurité?

Les participants proposent ce qui suit

- La création d'emplois parce que l'extrême pauvreté est responsable de beaucoup d'actes illégaux perpétrés.
- Une attention doit être accordée à la jeunesse. Le futur repose sur la sécurité.
- Quand la Communauté Internationale décide d'accorder une aide, elle donne ce qu'elle veut, ce qu'elle a envie de donner. Les participants demandent que le gouvernement central soit plus vigilant dans l'aide qu'il accepte. Il se doit de faire savoir à la communauté Internationale le type d'aide dont il a besoin. Que la Communauté Internationale ne décide pas de façon unilatérale de ce qui est bon pour Haïti en matière de sécurité.

4 Les problèmes des élus locaux

- a) Selon les participants les fonctionnaires élus localement ne se sentent pas en sécurité. Beaucoup d'entre eux n'ont pas la bonne approche, la société civile ignore ce qu'ils font et en retour la population les ignore et par conséquent ils se sentent inconfortables. Les participants proposent les solutions suivantes.
- b) Les fonctionnaires élus localement doivent changer de comportement. Ils doivent changer leur manière de gérer le gouvernement au niveau local et publier des rapports sur les fonds reçus pour assurer le bon fonctionnement des Collectivités Territoriales (bonne façon de pratiquer la transparence dont on parle souvent). Ils doivent tenir des

reunions comme le prescrit la Constitution Ils doivent eviter les conflits, les divisions entre les CASECS et les ASECS et donner un bon exemple de solidarite (*tet ansanm*) a la population D'un autre cote le Gouvernement Central devrait creer un **Comite local** pour gerer les conflits entre les fonctionnaires elus localement

5 Resolutions

- Que le projet ASOSYE ne laisse pas les resolutions adoptees au cours de ces debats sur les etageres Les participants demandent que le projet ASOSYE s'assure que la voix des participants soit entendue pour attirer l'attention du gouvernement central
- Faire savoir au gouvernement central que quelquechose de serieux peut être accompli dans le departement du Nord
- Le gouvernement central devrait faire tout ce qui est necessaire en vue de creer un environnement adequat pour l'aeroport du Cap Haitien
- L'agriculture doit être encouragee dans tout le pays et particulierement dans le Nord
- Pour que ce travail positif ne s'arrête pas, le projet ASOSYE devrait ouvrir un bureau dans tous les departements et faciliter les debats a travers tous les departements

ATELIER No 4 Theme

La necessite pour un nouvel Etat Haitien dans le contexte de la Decentralisation

Quatre sous-themes majeurs ont ete retenus par les participants

- 1 La relation entre les gouvernements locaux et le gouvernement central
 - 1 1 La relation entre l'Executif et les Conseillers Departementaux
 - 1 2 Le rôle du gouvernement central dans le contexte de la deconcentration des services publics
 - 1 3 Le rôle des gouvernement locaux
- 2 Le Rôle des parlementaires dans le contexte de l'Etat decentralise
- 3 Les relations entre les Conseillers et les Assemblees
 - 3 1 Le probleme de l'incompetence des elus
- 4 Le suivi des debats

1 Les relations entre les gouvernements locaux et le gouvernement central

Les participants se sont mis d'accord qu'il doit y avoir un echange, il doit y avoir des canaux de communications entre les deux niveaux de l'administration Ils ont poursuivi en disant qu'une meilleure communication serait une garantie importante pour la base sociale du pays parce qu'avant de ratifier une loi au parlement par exemple, tous les citoyens devraient être au courant de son contenu Finalement d'autres ont insiste pour que les gouvernements locaux developpent differents mecanismes pour assurer leur participation entiere dans toutes les decisions majeures prises par le gouvernement central

1.1 La relation entre l'Executif et les Conseils Departementaux

La plupart des participants sont d'accord qu'il serait important que l'Executif rencontre sur une base reguliere les Conseils Departementaux (chaque mois, ou au moins chaque trimestre) en vue de discuter des differents problemes lies aux Collectivites Territoriales et essayer de les resoudre. D'autres ont fait remarquer que des lois specifiques devraient être ratifiees par le Parlement en vue de determiner les relations entre l'Executif et ces Conseillers.

1.2 Le rôle du gouvernement central dans le contexte de la deconcentration des services publics

Les participants conviennent qu'en tout premier lieu il ne saurait y avoir de decentralisation sans la deconcentration des services publics. Une partie du groupe pense que le rôle du gouvernement central devrait être d'écouter les demandes de la population, de les analyser, et de mettre en place, si necessaire, des bureaux locaux efficaces et des annexes des differents ministeres dans les sections municipales. Un autre groupe fit remarquer que ce qui etait important ce n'était pas d'ouvrir des bureaux gouvernementaux pour le plaisir de le faire mais que le rôle du gouvernement central etait de faciliter l'implantation des infrastructures necessaires, de connaître combien de gens exigeront differents services dans les differentes regions du pays a moyen terme, et d'identifier les competences locales en vue d'assurer la gestion efficace et le fonctionnement adequat de ces services publics.

Les discussions sur ce theme etaient extrêmement interessantes. Les resolutions furent adoptees_

- a) une echelle de salaire uniforme nationale doit être adoptee_pour les services publics civils
- b) la Cour Superieure des Comptes devrait analyser et certifier les avoirs des fonctionnaires avant et apres leur entree en fonction. Ceci arrêterait la corruption.
- c) Des tribunaux de paix devraient être installes dans toutes les sections communales du pays.

1.3 Le rôle des gouvernement locaux

Quelques uns des participants ont fait ressortir que le rôle des gouvernements locaux etait de satisfaire les besoins des communautes tout en respectant les lois et la reglementation du gouvernement central. D'autres insisterent que pour eux leur rôle consistait a consulter regulierement les populations locales afin de recevoir leurs plaintes et leurs demandes. Les participants se sont mis d'accord cependant sur leur rôle qui etait d'assurer une diffusion adequate de l'information a l'interieur des municipalites et des sections communales. Finalement un autre groupe ajouta que les gouvernements locaux devraient faire un rapport au gouvernement central sur le fonctionnement des administrations locales de l'Etat.

2 Le rôle des Parlementaires dans le contexte d'un Etat décentralisé

Tous les participants se sont mis d'accord que les parlementaires avaient pour rôle d'adopter des lois pour le pays tout entier. Les parlementaires doivent rentrer régulièrement en contact avec la société civile. Les participants ont ajouté que d'après leurs observations, beaucoup de parlementaires avaient une tendance à rester à Port-au-Prince et à ne pas travailler vraiment. Dans un État décentralisé, les parlementaires devraient consulter régulièrement leurs mandants en vue de connaître leurs demandes afin de préparer des lois adéquates.

3 Les relations entre les Conseils et les Assemblées

Les participants sont d'accord que le rôle des Assemblées doit être de connaître les besoins des populations et de recueillir les projets de développement suggérés par les sections communales, de les discuter et de les soumettre aux Conseils qui devraient à leur tour exécuter ces plans. Les deux corps devraient avoir des relations harmonieuses et consulter leurs mandants en vue d'exécuter les projets qui seraient au bénéfice de la population toute entière.

Bien avant les élections, ils recommandent qu'une loi portant sur les Collectivités Municipales soit ratifiée par le parlement. Cette loi devrait inclure des provisions permettant une institution mandatée de sanctionner les fonctionnaires élus localement coupables d'actes illégaux ou de corruption. Cette institution mandatée recevrait les plaintes envoyées par les ASECS, les CASECS, les Assemblées Municipales et les Maires contre les parlementaires quand ces derniers bloquent le pays.

3.1 Problème d'incompétence des fonctionnaires élus

Après un débat intense sur le sujet, les participants ont adopté les résolutions suivantes :

- a) la population dans chaque juridiction doit connaître les candidats qui se présentent au moment des élections,
- b) des ateliers de formation ne devraient pas être organisés seulement pour les maires du pays, mais aussi pour les membres des ASECS et des CASECS, aussi bien que pour les députés et les sénateurs,
- c) le Conseil Electoral devrait mettre en place une série de critères qui doivent faire partie de la loi électorale en vue de bloquer la candidature d'individus incompétents
- d) des conseillers techniques devraient rassembler les individus qualifiés et compétents disponibles et capables d'apporter un support aux élus locaux,
- e) Il doit y avoir une campagne d'éducation civique bien organisée pour la population en général.

4 Le suivi des débats

Les participants ont demande a recevoir des copies officielles des resolutions adoptees pendant le debat ainsi que toute information sur les resultats obtenus dans les efforts vers la decentralisation

Ils ont ajoute que le type d'effort initie par le projet ASOSYE doit continuer

ATELIER No 5 Theme Contraintes sur la route vers la Decentralisation

- 1 La corruption dans l' Administration Publique
 - 1 1 Les faiblesses de la Cour Superieure des Comptes dans la lutte contre la corruption dans l'Administration Publique
 - 1 2 Les differents problemes dans les administrations publiques qui empêchent la decentralisation
- 2 Les problemes de l'Ajustement Structurel, de la Modernisation et de la Privatisation
- 3 Les Problemes de la formation vocationnelle
- 4 Les lois contraires a la Constitution et qui empêchent la decentralisation
- 5 La condition pour que les "Quartiers" ou Sections accedent au statut de Communes
- 6 Resolutions

1 La corruption dans les administrations publiques

En ce qui concerne la corruption dans les administrations publiques le sentiment general est que le nepotisme est la cause de cette corruption Dans les provinces, c'est grâce aux contacts que beaucoup de gens trouvent un emploi Quelqu'un qui a obtenu un emploi dans ces conditions ne peut appliquer la loi contre celui qui l'a aide a obtenir son poste actuel

D'autres participants pensent que l'Etat est egalement responsable de la corruption puisque souvent, le gouvernement nomme des individus qui n'ont pas les capacites et les competences pour les postes et que ces individus se servent de leur position pour amasser de l'argent illegalement

1 1 Faiblesse de la Cour Superieur des Comptes (CSCCA) dans la lutte contre la corruption dans l'Administration Publique

A ce sujet, un participant a suggere que la Cour Superieure des Comptes devrait informer le public en general et la population sur le montant transfere aux Collectivites Territoriales parce que certains maires profitent du silence de la CSCCA pour voler et administrer de faLon incorrecte les fonds reçus pour les activites de developpement A cause de cela et pour d'autres raisons semblables, les participants ont signale l'importance de la Cour Superieure des Comptes, car s'il n'y a pas de contrôle de ces fonds, ces valeurs n'iront jamais aux Collectivites

1.3 Les différents problèmes dans l'Administration Publique qui empêchent la Décentralisation

Les participants ont évoqués ces différents problèmes

- a) Quand quelqu'un occupe une fonction sans avoir les compétences requises, c'est une entrave à la décentralisation
- b) Les autorités ne veulent pas prendre en charge les séminaires de formation dans les collectivités
- c) Les grandes décisions sont prises à Port-au-Prince. Quand quelqu'un est nommé dans les Collectivités, il ne reçoit pas de délégation d'autorité
- d) Les Collectivités ne sont pas autonomes en ce qui a trait aux moyens et aux financements

2 Les problèmes d'Adjustement Structurel, de Modernisation et de Privatisation

Les participants ont pensé qu'ils n'avaient pas assez d'information pour discuter de ces problèmes. Ils pensent que la population ne comprend pas ce qu'est un plan néo-libéral. Dans ce contexte, les participants ont exprimé leur appréhension en ce qui a trait au plan d'ajustement structurel - ce plan va augmenter le nombre de gens au-dessous du seuil de la pauvreté dans les Collectivités territoriales.

3 Les problèmes de la formation vocationnelle

À ce sujet, un participant a fait ressortir que quand il n'y a pas de formation vocationnelle dans les Collectivités, les techniciens doivent provenir de différentes régions. Les nouveaux venus sont plutôt concernés par leur salaire que par les besoins des Collectivités. D'autres participants ont pensé qu'il existe une discrimination dans les collectivités où plus de valeur est accordée à un universitaire, un agronome ou un avocat plutôt qu'à un professionnel, tel qu'un maçon ou un contre-maître qui, cependant, ont leur rôle à jouer dans le contexte de la décentralisation. Une campagne devrait inclure ces compétences dans le développement des collectivités.

4 Les lois contraires à la Constitution et qui empêchent la Décentralisation

Tous les participants sont d'accord que toutes les lois votées avant 1987 ne peuvent fonctionner avec la Constitution de 1987. Ces lois accordaient un pouvoir illimité au gouvernement central. En exemple, ils ont cité les "lois organiques" de tous les ministères du gouvernement central. Les participants affirment que l'opinion de la société civile doit être prise en considération avant de changer les lois qui sont une entrave à la décentralisation.

5 Les conditions pour qu'un "Quartier" ou Section accède au statut de Communes

Les participants ont porte leur attention sur deux conditions pour que le Quartier ou Section Municipale puisse acceder au statut de Commune

- a) La Section doit avoir une forte densite de population
- b) La Section doit avoir un fort potentiel d'activites economiques

6 - Resolutions

Apres tous ces debats, les participants ont adopte le resolutions suivantes

- a) Les Assemblees et la Population doivent proposer des lois contre la corruption au Parlement qui devra les ratifier et s'assurer que le gouvernement les applique
- b) La Cour Supérieur des Compte doit être decentralisee et vue d'un meilleur contrôle de l'Administration Publique
- c) Les programmes d'Ajustement Structurel, de Modernisation et de Privatisation doivent tenir compte des interêts de la societe civile et de la production nationale, sinon les responsables auront a le regretter
- d) IL doit y avoir des programmes de formation vocationelle dans tous les domaines a l'interieur des Collectivites
- e) Des lois en harmonie avec la Constitution doivent être adoptees
- f) Les Quartiers doivent avoir une base economique solide et une population assez dense
- g) La competence et la transparence doit exister au sein de l' Administration Publique_
 - Il doit exister des programmes de formation pour les techniciens en fonction
 - Les educateurs doivent faire montre de leur sens de responsabilite
 - Les differentes fonctions professionnelles doivent être bien definies
 - Les moyens doivent être disponibles en vue de l'accomplissement du travail demande